



**PRÉFET  
DE LA SARTHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 05 janvier 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### Visite d'inspection du 27/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

### **ALSETEX SAE (Groupe LACROIX)**

Usine de Malpaire  
72300 Précigné

**Références :** 2025-719\_INSP\_Alsetex – Précigné\_RAP  
**Code AIOT :** 0006301388

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement ALSETEX SAE (Groupe LACROIX) implanté Usine de Malpaire 72300 Précigné. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALSETEX SAE (Groupe LACROIX)
- Usine de Malpaire 72300 Précigné
- Code AIOT : 0006301388
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société SAE Alsetex exploite sur la commune de Précigné des installations pyrotechniques.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2025 : Premiers prélèvements environnementaux

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 07/07/2025, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 07/07/2025, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Sous-section VI-3, article 66	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9	Sans objet
2	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Sans objet
3	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
5	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
6	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
7	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet
9	Prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Sous section VI-3, article 66 – D et E	Sans objet
11	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 07/07/2025, article 3	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'action nationale d'inspection sur les premiers prélèvements environnementaux a été réalisée sur le site ALSETEX à Précigné (72).

Conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26/05/2014, le POI référencé IN SSE P 56/17 du 10/10/2025 précise sous forme d'un plan l'emplacement des premiers prélèvements environnementaux sur les matrices air, eaux et sol, en fonction des vents. Il indique également le type d'équipement utilisé selon le type de polluant et le type de matrice.

Ces prélèvements sont assurés par un organisme agréé par le ministère en charge de l'environnement.

La liste des produits de décomposition a été présentée lors de l'inspection. Cette dernière mentionne les produits de décomposition par famille de polluants, mais elle ne fait pas mention des produits de décomposition en fonction des installations ou process du site.

Pour compléter ces éléments, il est demandé à l'exploitant de :

- fournir les éléments justifiant de la formation du personnel susceptible d'intervenir dans le cadre de premiers prélèvements environnementaux ;
- déterminer la liste des produits de décomposition par installation et/ou process du site.

Concernant la réhabilitation de l'installation F36, il est demandé à l'exploitant de :

- Fournir les procès verbaux de réception des murs forts et toits résistants ;
- Fournir les justificatifs de conformité aux normes ATEX du système de chauffage installé à l'entrée du bâtiment.

- Afin de prévenir tout risque d'incendie, il est demandé à l'exploitant de :
  - Mettre en place un système de stockage des documents relatifs à l'entretien des installations électriques en dehors du coffret (zones de stockage A, B et C) ;
  - De fixer le câble relié au "Teach Robot Steeve" au droit du local L11 (Local de refroidissement et finition).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>
La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Constats :</b>  <b><u>Rubrique 2910 :</u></b> L'exploitant a indiqué dans son porter à connaissance de 2021 (atelier B51) une modification de ses installations de combustion : installation d'une nouvelle chaufferie alimentée en gaz naturel (2 x 100 kW en remplacement de la chaufferie actuelle sur le lieu de l'atelier B51 (puissance initiale de 47 kW). Dans le donner acte du 9 juin 2021, il est indiqué une puissance totale des installations de combustion de 4,563 MW. L'exploitant a transmis à l'inspection par mails du 17/12/2025 et du 22/12/2025 le plan des installations de combustion ainsi que leur puissance respective. Au regard des éléments transmis, les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 ne disposant pas d'une cheminée commune, peuvent être considérées comme techniquement et économiquement non raccordables. La somme des puissances des installations mises en service après le 20 décembre 2018, considérée comme techniquement et économiquement raccordable est inférieure à 1 MW. L'établissement est donc classé à déclaration avec contrôle au titre de la rubrique 2910-A-2 pour une puissance de 1,650 MW. <b>Il est proposé à Monsieur le Préfet de prendre acte du classement à déclaration avec contrôle au titre de la rubrique 2910-A-2 pour une puissance de 1,650 MW.</b>  <b><u>Rubrique 3410 :</u></b> L'exploitant a indiqué lors de la visite que l'activité de fabrication de lacrimogène classée au titre de la rubrique 3410 est actuellement en arrêt provisoire dû à un problème d'approvisionnement de la matière première. Dans ce contexte il est rappelé à l'exploitant que conformément au II de l'article R.512-74 du code de l'environnement : « <i>En application de l'article L. 512-19, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation, l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives, à la suite d'un constat de l'inspection des installations classées ou d'une information de l'exploitant.</i> <i>Le préfet peut alors mettre en demeure l'exploitant de procéder à la cessation d'activité de son installation, ou de la partie concernée de son installation, au sens de l'article R. 512-75-1. Le projet d'arrêté de mise en demeure est communiqué préalablement par le préfet à l'exploitant qui dispose d'un mois pour présenter ses observations éventuelles par écrit. »</i>

**Rubrique 2793-2a :**

L'exploitant a indiqué dans son courrier référence 511/23/011/SB du 24 février 2023, avoir demandé le bénéfice d'antériorité au titre des rubriques 2793-3 et 2793-2 en remplacement de la rubrique 1313 suite à la parution du décret n°2013-814 du 3 mars 2014 (courriers du 12 mai 2014 référence 511/14/060/JB et du 23 mai 2016 référence 511/16/062/JB).

Dans le donner acte du 9 juin 2021, l'antériorité a été accordée au titre de la rubrique 2973-3-b.

L'exploitant a transmis par mails du 17/12/2025, les produits concernés par la rubrique 2793-2a (transit/regroupement/tri de déchets de classe 1) :

- Torche manuelle à flamme rouge (désignation commerciale), code déchet 160403\*, UN 0191 ARTIFICES DE SIGNALISATION À MAIN (désignation officielle de transport) ;
- Torche électrique (désignation commerciale), code déchet 160403\*, UN 0431 OBJETS PYROTECHNIQUES (désignation officielle de transport) ;
- Cartouche à broche (désignation commerciale), code déchet 160403\*, UN 0405 CARTOUCHES DE SIGNALISATION (désignation officielle de transport) ;
- Pétards à griffe (désignation commerciale), code déchet 160403\*, UN 0193 PETARDS DE CHEMIN DE FER (désignation officielle de transport).

**Il est proposé à monsieur le Préfet de prendre acte du bénéfice d'antériorité au titre de la rubrique 2793-2a uniquement pour la gestion des substances mentionnées ci-dessus.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Mise à jour du POI**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires

**Prescription contrôlée :**

« Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. »

**Constats :**

La dernière version du POI transmise aux services de l'État est la version référencée IN SSE P 56 /16 en date du 30/10/2024. Lors de la visite l'exploitant a présenté une version mise à jour, référencée IN SSE P 56/17 en date du 10/10/2025, intégrant les matrices eau et sol dans son chapitre sur les premiers prélèvements environnementaux. De plus, l'exploitant a indiqué que le POI était en cours de révision afin d'y intégrer les observations et recommandations suite à la réalisation du dernier exercice POI du 24 novembre 2025.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre aux services de l'État, la dernière version à jour de son POI.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Réalisation d'exercice POI**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires

**Prescription contrôlée :**

« Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. »

**Constats :**

Comme indiqué dans le point de contrôle n°2, le dernier exercice POI a été réalisé le 24 novembre 2025.

L'exploitant a indiqué que 4 exercices POI étaient réalisés par an dont 3 exercices spécifiques aux équipiers de seconde intervention (ESI) et un exercice général.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Liste des substances recherchées et milieux associés**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Contenu POI

**Prescription contrôlée :**

« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] »

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**Constats :**

La liste des substances recherchées dans l'air est présenté dans le POI, référence IN SSE P 56/16 du 30/10/2024 (page 25). Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté la version mise à jour du POI (référence IN SSE P 56/17 du 10/10/2025) intégrant les substances recherchées dans les matrices eaux et sols.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre la dernière version de son POI à jour.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre la dernière version de son POI à jour.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Stratégie de prélèvement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Contenu POI

**Prescription contrôlée :**

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

[...]

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

#### **Constats :**

L'exploitant a présenté sa stratégie de prélèvements sous forme d'un tableau avec la localisation des points de prélèvement et le type de matériels utilisés par substances.

Par exemple, concernant les prélèvements atmosphériques :

- Les Composés Organiques Volatils (COV) sont prélevés via des canisters ;
- Les métaux sont prélevés via des jauges « Owen ».

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 6 : Personnels compétents**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Contenu POI

#### **Prescription contrôlée :**

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

[...]

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à

analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**Constats :**

Les premiers prélèvements environnementaux sont réalisés un organisme agréé par le Ministère en charge de l'environnement (arrêté n° 179 portant agrément de l'association de surveillance de la qualité de l'air de la région Pays de la Loire).

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté à l'inspection le contrat liant Aire Pays de Loire à la société ALSTEX concernant la réalisation des premiers prélèvements environnementaux. Le contrat ne comporte aucune mention relative à la formation du personnel intervenant dans le cadre de la réalisation des premiers prélèvements environnementaux.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre les éléments justifiant de la formation du personnel intervenant dans le cadre des prélèvements environnementaux.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Liste des produits de décomposition**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Produits de décomposition

**Prescription contrôlée :**

La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.

**Constats :**

L'exploitant a présenté à l'inspection la liste des produits de décomposition (issu du rapport de l'APAVE) sous un format de tableau indiquant les composés chimiques et les produits de décomposition associés.

Cependant, les éléments présentés ne font pas état des produits de décomposition par rapport aux installations et/ou process présents sur site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**



Il est demandé à l'exploitant de définir une liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis par type d'installations et/ou process.

Cette liste devra être transmise au service de l'État.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Dispositions constructives

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral Complémentaire du 07/07/2025, article 3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositions constructives - atelier F36

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des règlements en vigueur, les installations sont conçues, construites, exploitées et entretenues conformément aux dispositions décrites dans le dossier « Réhabilitation de l'installation F36 pour la fabrication et l'assemblage de produits explosifs, référence PaC\_F36\_2024 indice B, daté du 22 octobre 2024 ».

Les dispositions constructives des murs forts et des toits résistants au droit de l'atelier F36 et des locaux de stockage A, B et C font l'objet de procès verbaux de réception et de suivi dans le temps afin d'assurer leurs fonctions de protection vis-à-vis des effets des explosions.

**Constats :**

L'exploitant a indiqué lors de la visite que des murs forts et des toits résistants ont été mis en place au droit de l'atelier F36 dans le cadre de sa réhabilitation conformément à l'article 3 de l'arrêté n° DCPAT 2025-0222 du 7 juillet 2025.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de fournir les procès-verbaux de réception des murs forts et toits résistants.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 9 : Prévention des risques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Sous section VI-3, article 66 – D et E

**Thème(s) :** Risques accidentels, Maîtrise des risques liés à l'exploitation de l'atelier F36

**Prescription contrôlée :**

D.-Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

E.-Conditions d'application du présent article.

Les dispositions des points B et C sont uniquement applicables aux installations dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1<sup>er</sup> septembre 2022.

Les dispositions du point A sont applicables au 1<sup>er</sup> juillet 2023.

Le cas échéant, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité aux dispositions du point D sont réalisés avant le 1<sup>er</sup> septembre 2024.

**Constats :**

Lors de l'inspection, le personnel de maintenance a indiqué que l'ensemble des éclairages est doté d'une coque de protection, conformément à la sous-section VI-3 de l'article 66-D de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Prévention des risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral Complémentaire du 07/07/2025, article 3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installation F36 - Chauffage

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des règlements en vigueur, les installations sont conçues, construites, exploitées et entretenues conformément aux dispositions décrites dans le dossier « Réhabilitation de l'installation F36 pour la fabrication et l'assemblage de produits explosifs, référence PaC\_F36\_2024 indice B, daté du 22 octobre 2024. [...]

PaC\_F36\_2024 indice B, daté du 22 octobre 2024, Annexe 8, Point 2.14 :

Dans l'installation F36, le chauffage des locaux est assuré par des systèmes électriques conformes aux normes ATEX, spécifiquement antidéflagrants. Ces chauffages sont uniquement installés dans des espaces sans présence de matière pyrotechnique exposée. Les locaux 10 et 11 ne sont pas chauffés. Les systèmes de chauffage des zones contenant des postes pyrotechniques sont conçus pour éviter la création de points chauds ou de sources d'ignition, garantissant la sécurité et minimisant tout risque d'événement pyrotechnique.

**Constats :**

Lors de l'inspection de l'installation F36, il a été constaté la présence d'un chauffage de type électrique doté d'une protection dans l'entrée du bâtiment.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de fournir les justificatifs de conformité aux normes ATEX du système de chauffage installé à l'entrée du bâtiment.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 11 : Prévention des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral Complémentaire du 07/07/2025, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installation F36 - Aire chargement/déchargement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice des règlements en vigueur, les installations sont conçues, construites, exploitées et entretenues conformément aux dispositions décrites dans le dossier « Réhabilitation de l'installation F36 pour la fabrication et l'assemblage de produits explosifs, référence PaC_F36_2024 indice B, daté du 22 octobre 2024 ».
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, il a été constaté la matérialisation au sol (marquage par peinture au sol) de l'emplacement de l'aire déchargement/déchargement des stockages A, B et C. L'inspection invite l'exploitant à mettre en place des éléments physiques, en plus de la matérialisation au sol, afin d'empêcher tout stationnement de véhicule hors de la zone dédiée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 12 : Prévention des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Sous-section VI-3, article 66 - A
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installation F36 - Installation électrique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Installations électriques. A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...]
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection il a été constaté : <ul style="list-style-type: none"><li>• La présence de documents papiers relatifs à l'entretien/vérification des installations électriques dans le coffret électrique situé au droit des zones de stockage A, B et C ;</li><li>• Le passage d'un câble relié au "Teach Robot Steeve" à proximité du moteur du convoyeur.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Afin de prévenir tout risque d'incendie, il est demandé à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none"><li>• Mettre en place un système de stockage des documents relatifs à l'entretien des installations électriques en dehors du coffret au droit des zones de stockage A, B et C ;</li><li>• De fixer le câble relié au "Teach Robot Steeve" au droit du local L11 (local de refroidissement et finition).</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois